

**AP N° 2025-APC-29-IC**

**ARRÊTÉ préfectoral complémentaire  
portant modification des conditions d'exploitation au sein de l'installation classée pour la  
protection de l'environnement soumise à autorisation de la société MHCS situé à Recy**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, notamment l'article R.511-9 et son annexe ;  
**VU** le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;  
**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 2012.A.68.IC du 28 juin 2012 d'autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement par la société MHCS à Recy ;  
**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018.APC.86.IC du 23 juillet 2018 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019.A.105.IC du 21 août 2019, portant autorisation environnementale d'exploiter du site MHCS à Recy ;  
**VU** les rapports de l'inspection des installations classées portant sur les visites d'inspection du 19 juillet 2023 et du 11 mars 2024 ;  
**VU** les observations de l'exploitant formulées.

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 2019.105.IC du 21 août 2019 dispose que « la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois mois ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure » ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas mis en service les 3 cellules supplémentaires autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2019.A.105.IC et que, par conséquent, conformément à l'article 1.4.1, l'autorisation cesse de produire effet ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas fait de demande de prolongation de son arrêté d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** l'évolution de la réglementation via le décret n°2020-1169 qui modifie les seuils de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et le périmètre d'application des rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 ;

**CONSIDÉRANT** que pour les motifs sus-mentionnés une mise à jour du tableau de la nomenclature est nécessaire.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de la Marne.

**ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1 :**

Les conditions d'exploitation de l'installation de la société MHCS, dont le siège social se situe 9 avenue de Champagne - 51200 Epernay, concernant son établissement situé sur la commune de RECY Parc Industriel de Cités en Champagne, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale d'exploiter du site MHCS à Recy datant du 21 août 2019 est caduc. Les arrêtés préfectoraux n°2012.A.68.IC du 28 juin 2012 et n°2018.APC.86.IC du 23 juillet 2018 sont applicables.

#### **ARTICLE 3 :**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes (liste non exhaustive), sauf prescriptions contraires du présent arrêté, cités ci-dessous :

- arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ;
- ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1185 ;
- arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925.

#### **ARTICLE 4 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2016 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime	Quantité/unité
4755-2a	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> .	A	1 500 m <sup>3</sup>
1510-2c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et	E	585 844 m <sup>3</sup> Entrepôt de 7 cellules

	des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> .		
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.	D	298 kg
2925	Accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	D	240 kW
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...] ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	NC	720 kW
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	NC	1T

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime	Quantité/ unité
2.1.5.0-2 (IOTA)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les	D	12,5 ha

	écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.		
--	--	--	--

**A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration), NC (non classé)**

#### **ARTICLE 5 : Droit des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 : Délai et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant ou la Cour administrative d'appel de Nancy - 6 rue du Haut Bourgeois - CS50015 - 54035 Nancy Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

#### **ARTICLE 7 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Madame le Maire de Recy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société MHCS dont le siège social est situé au 9 Avenue de Champagne - 51200 Epernay.

Madame le Maire de Recy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **13 FEV. 2025**

Pour le Préfet,  
Le Directeur de Cabinet  
Secrétaire Général par suppléance,



**Thomas MONTBABUT**

